

Lillebonne : les épreuves du bac seront perturbées lundi 17 juin 2019 - Lillebonne

4-5 minutes

Sylvain Dassonville, représentant Snes (syndicat national des enseignants de second degré), tient à le souligner : le mouvement de lundi se situe au-delà de toute considération partisane. « *On se bat sur une problématique propre à notre établissement. Sans connaître la mobilisation de lundi, c'est une décision commune à plus de la moitié des quatre-vingt-dix collègues.* »

« Ça part de la base »

Non syndiquée, sa collègue Valérie Delahaye confirme : « *Ça part de la base. Pour nous, ça semblait impensable d'en arriver là. Si on le fait, c'est dans l'intérêt des élèves. C'est leur orientation qui est en jeu : que se passera-t-il s'ils n'ont pas leur spécialité faute de place ? Ils iront à Yvetot ? Ils feront des langues à la place des mathématiques ?* »

Des moyens pas à la hauteur de leurs ambitions. Voilà ce qu'eux et leurs collègues reprochent au rectorat. À la rentrée prochaine, la réforme du lycée va conduire à la disparition des trois filières générales scientifique, économique et sociale et littéraire. À la place, l'élève de première devra formuler trois choix de spécialités qui le suivront jusqu'à la fin de son cursus secondaire.

Mathématiques, physique-chimie, SVT, sciences économiques et sociales, histoire-géographie – géopolitique et sciences politiques, humanités-littérature-philosophie, langues-littérature-cultures étrangères et numérique et sciences informatiques : le lycée lillebonnais propose huit spécialités. Ses élèves de seconde viennent d'émettre trois vœux lors de leur conseil de classe du troisième trimestre.

Au vu des effectifs (dix classes de première générale), à raison de quatre heures par semaine pour chaque discipline, il faudrait constituer trente-cinq à trente-six groupes d'élèves, certaines matières (les TP de SVT, l'informatique) nécessitant des sessions en demi-groupe. Or, jusqu'à présent, « *seul le financement de trente groupes a été provisionné.* »

Heures manquantes

Manquent, selon les enseignants, 24 heures, quatre heures pour six groupes supplémentaires, afin de parvenir à une dotation horaire globale idoine. « *Sur 1 500 heures, ce n'est pourtant pas énorme*, souligne Valérie Delahaye. Dès janvier, elle et ses collègues aler tent le rectorat. Après plusieurs actions symboliques, deux enseignants et trois parents d'élèves sont reçus à Rouen le 26 mars. Ils en ressortent avec des doutes : « *Sur les cinq, trois pensaient avoir obtenu gain de cause, et deux avaient compris le contraire. Ce n'était pas clair* », témoigne la professeur documentaliste. Malgré les relances, dont une missive envoyée le 25 avril pour obtenir un accord écrit du rectorat sur la dotation supplémentaire, rien ne vient.

Jeudi 6 juin, au terme d'une réunion mouvementée, un préavis de grève a donc été déposé par le corps enseignant. « *Nous sommes pourtant legalistes*, affirme Sylvain Dassonville, professeur d'histoire-géographie. *D'autres lycées ne se plieront pas à cette réforme. Nous voulons l'appliquer, mais on ne nous en donne pas les moyens.* »

Ce mercredi 12 juin apparaissait comme la journée de la dernière chance : des représentants du Snes rencontraient les responsables académiques pour plaider, entre autres, le cas lillebonnais. Là encore, chou blanc : « *On nous a répété qu'il n'y avait pas de problème de financement, qu'il suffisait, à la discrétion de l'établissement, de supprimer des options pour récupérer des heures. La fin du latin, de la musique... On ne peut pas l'entendre, c'est une perte d'attractivité majeure pour nous.* »

Lundi matin, en fait de surveillance, Sylvain Dassonville et d'autres iront au lycée Claude-Monet du Havre rejoindre les collègues grévistes du bassin havrais. Pas de gaieté de cœur, mais « *pour les élèves.* »



BONS PLANS

DIEPPE ROUEN LE HAVRE ELBEUF

Tous vos bons plans en Normandie sont sur

 **marché-privé.com**

Consulter